

La Turquie en Asie centrale : comment bâtir une politique d'influence fondée sur la turcité ?

Bayram Balci | 21 octobre 2026 | ARTICLES



La recomposition de l'ordre eurasiatique offre à Ankara une fenêtre d'opportunité historique en Asie centrale. Portée par la solidarité turcique, des intérêts économiques croissants et un *soft power* multiforme, la Turquie cherche à s'imposer comme puissance de référence dans un espace longtemps dominé par Moscou. Mais [cette ambition se heurte](#) aux réalités d'un environnement géopolitique disputé, où la Russie et la Chine demeurent des acteurs incontournables.

Lorsque l'Union soviétique (URSS) s'effondre en décembre 1991 et que cinq républiques turcophones – Azerbaïdjan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Turkménistan et Kazakhstan – accèdent à l'indépendance, la Turquie saisit immédiatement l'enjeu. [Ankara se présente](#) alors comme un modèle de transition démocratique et libérale pour ces États fraîchement émancipés, partageant avec eux des affinités linguistiques et culturelles que les décennies soviétiques n'avaient pas entièrement effacées. [Les années 1990](#) voient ainsi s'établir les premières institutions de coopération, des échanges universitaires et religieux, ainsi que des canaux économiques. Mais les ambitions turques de cette période restent limitées par les difficultés intérieures du pays (économie instable, gouvernements de coalition fragiles, faiblesse institutionnelle). La Turquie ne parvient pas alors à concrétiser le projet d'une grande puissance turcique, c'est-à-dire un acteur politique majeur composé des États turcophones, de la Turquie et des Républiques turcophones d'Asie centrale et du Caucase.

L'arrivée au pouvoir de l'AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi, le parti de la justice et du développement) en 2002 modifie encore les priorités. Davantage animé, dans un premier temps, [par la solidarité islamique que par le tropisme turcique](#), le pouvoir turc réoriente son attention vers le monde arabe, notamment lors des printemps arabes entre 2010 et 2013, où il cherche à s'imposer comme modèle politique pour des forces issues de l'islam politique. Pourtant, trente ans après la chute de l'URSS et après l'épuisement de la séquence arabe, la donne a profondément changé. Le conflit du Haut-Karabakh entre 2020 et 2023 puis l'éclatement de la guerre en Ukraine en février 2022 ont reconfiguré les rapports de force dans la région et fragilisé l'emprise de la Russie sur son « étranger proche ». Dans ce contexte, la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, portée par une [industrie de défense en plein essor](#) et une diplomatie plus ambitieuse, a engagé un retour en force en Asie centrale. Ce retour conjugue trois dimensions – politique, économique et culturelle – et s'appuie sur une idéologie hybride qui combine islamisme, nationalisme et solidarité turcique.

Cet article entend ainsi démontrer que, malgré ses origines islamistes, le pouvoir d'Erdoğan conduit une politique résolument

ournée vers le monde turcique, convaincu que l'articulation entre référents religieux et nationalistes constitue le levier le plus efficace pour asseoir l'indépendance stratégique de la Turquie. Nous analyserons d'abord la matrice idéologique de l'AKP, avant d'examiner les traits distinctifs de sa politique turquiste, qui, en dépit d'atouts réels, se heurte à des fragilités internes ainsi qu'aux rivalités régionales.

Une matrice idéologique hybride

Pour comprendre la politique turque en Asie centrale, il faut d'abord saisir la complexité idéologique du régime d'Erdoğan. L'AKP est issu de la tradition de l'islam politique turc mais il a progressivement opéré une mue en combinant conservatisme religieux, nationalisme et pragmatisme économique. Cette évolution peut être qualifiée de « [synthèse turco-islamique](#) », c'est-à-dire une idéologie qui fusionne l'identité nationale turque avec l'islam sunnite et qui constitue aujourd'hui l'un des marqueurs du pouvoir. Toutefois, précisons que cette articulation ne naît pas avec l'AKP. La « synthèse turco-islamique » s'est constituée dans les milieux nationalistes et conservateurs bien avant l'arrivée au pouvoir d'Erdoğan et a notamment acquis une importance particulière après le coup d'État de 1980. L'AKP en propose plutôt une réappropriation et une reformulation.

Cette synthèse n'est pas exempte de tensions. L'islamisme [renvoie](#) à une solidarité transnationale fondée sur la communauté des croyants tandis que le nationalisme turcique s'appuie sur la parenté ethnique et linguistique des peuples turcs d'Eurasie. Mais ces deux registres peuvent aussi être complémentaires. Les peuples turcophones d'Asie centrale sont majoritairement musulmans, et l'histoire longue de la région montre que la diffusion de l'islam et la circulation de la culture turque ont suivi des trajectoires similaires. La [figure d'Ahmet Yesevi](#) illustre cette articulation entre islam et turcité, devenue aujourd'hui une référence partagée par plusieurs États de l'espace turcique, et plus particulièrement par la Turquie et le Kazakhstan à travers la ville historique de Turkestan où se situe le mausolée de ce maître soufi.

[Ce que l'on retient souvent d'Erdoğan, c'est surtout son registre islamiste](#) : soutien aux Frères musulmans, reconversion de Sainte-Sophie en mosquée, rhétorique pro-palestinienne, rapprochement avec le Qatar, réislamisation relative de la société turque. Mais l'autre versant, turcique, de sa politique étrangère est parfois sous-estimé. En Asie centrale, c'est pourtant sous son mandat que ce registre a été institutionnalisé et amplifié. [L'Organisation des États turques](#) (OET), créée en 2009 sous le nom de Conseil turcique puis rebaptisée en 2021, en est le principal instrument. Elle réunit, entre autres, aujourd'hui la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, avec le Turkménistan et la Hongrie comme observateurs. Elle ne concurrence pas l'islamisme d'Erdoğan ; elle en constitue plutôt le complément eurasiatique.

La dialectique entre islamisme et turquisme apparaît donc moins contradictoire qu'il n'y paraît au premier abord. Ankara mobilise l'un ou l'autre registre selon les interlocuteurs et les conjonctures. En Asie centrale, où les élites demeurent marquées par un héritage soviétique largement laïque et [peu réceptif à l'islam politique moyen-oriental](#), c'est la référence à une civilisation turcique commune qui prime.

L'OET comme levier politique

Sur le plan politique, la Turquie accorde une grande importance à ses relations bilatérales avec chaque pays de l'espace turcique. [Erdoğan a compris l'importance](#) des liens personnels avec les chefs d'État et multiplie les visites dans la région. Mais il sait aussi que les États post-soviétiques restent très attachés à leur souveraineté nationale et qu'ils ne souhaitent pas la dissoudre dans une intégration supranationale, même turcique. C'est pourquoi Ankara [présente](#) l'Organisation des États turques moins comme un instrument de domination que comme un projet commun.

L'OET constitue aujourd'hui le cadre institutionnel le plus visible de l'influence turque. Elle incarne la montée en puissance d'une coopération politique, diplomatique et symbolique entre les États turques. Le secrétariat général, installé à Istanbul, donne à la Turquie un rôle moteur mais le pilier azerbaïdjanais est tout aussi important. [La victoire de Bakou au Haut-Karabakh](#) a renforcé le prestige de l'Azerbaïdjan dans le monde turcique et consolidé l'axe Ankara-Bakou. Pour les États centrasiatiques, l'OET offre surtout une plateforme de diversification de leurs partenariats, dans un contexte où la dépendance à l'égard de Moscou apparaît de plus en plus comme une contrainte.

Le Kazakhstan illustre bien cette logique. Sa [politique étrangère multivectorielle](#) consiste à entretenir simultanément des liens avec des grandes puissances comme la Russie, la Chine, l'Union européenne, les États-Unis et d'autres partenaires importants comme la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Inde ou la Corée du Sud. Le rapprochement avec Ankara ne signifie donc pas un alignement mais un élargissement de la marge de manœuvre.

La coopération militaire constitue un autre vecteur d'influence politique. Depuis 2022, la Turquie a renforcé sa présence dans le domaine de la défense, notamment par l'exportation de drones Bayraktar TB-2. L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Turkménistan s'y sont intéressés ou en ont acquis. Ces équipements, rendus célèbres par leur rôle dans les conflits dans le Haut-Karabakh, en Libye et en Ukraine, ont donné à la Turquie une image de puissance technologique et militaire crédible. Au-delà du commerce, ils créent des liens de formation, d'interopérabilité et de dépendance technique qui nourrissent une influence politique durable. La Turquie pratique ici une forme de « [diplomatie du drone](#) », un *hard power* mis au service de son rayonnement.

Une projection économique encore inégale mais un réel *soft power*, principal atout turc

Sur le plan économique, les relations entre la Turquie et l'Asie centrale se sont développées au cours des années 2020, même si elles restent en deçà de leur potentiel. La Turquie a accru ses échanges commerciaux avec plusieurs membres de l'OET et ses entreprises ont renforcé leur présence dans des secteurs variés, comme la construction, l'énergie, les infrastructures ou certains équipements industriels. En 2023, les échanges de la Turquie avec l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan, c'est-à-dire les pays les plus impliqués dans la construction d'un monde turcique, atteignaient d'ailleurs 22,3 milliards de dollars. Des agences comme TİKA (Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı Başkanlığı, l'Agence turque de coopération et de coordination) accompagnent cette projection en finançant des projets de développement, de formation ou de modernisation agricole tout en consolidant l'influence économique turque.

L'axe stratégique le plus prometteur reste toutefois celui des corridors de transport. La Turquie est directement intéressée par le développement du « Corridor du Milieu », ou route transcaspienne, qui relie l'Asie centrale à l'Europe via le Kazakhstan, la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Longtemps secondaire par rapport à la voie septentrionale passant par la Russie, cette route a pris une importance nouvelle depuis 2022. Les sanctions contre Moscou et la réorientation partielle des flux commerciaux eurasiatiques ont accru sa valeur stratégique. La crise du détroit d'Ormuz, marquée par un blocus et des tensions géopolitiques majeures depuis début 2026, agit comme un accélérateur historique pour le Corridor médian. En rendant les routes maritimes traditionnelles trop risquées et instables, elle pousse les acteurs eurasiens à reporter massivement leurs flux logistiques vers ces alternatives terrestres. En parallèle, la Turquie cherche à se positionner comme l'extrémité occidentale indispensable de ce corridor, faisant de son territoire un hub logistique et énergétique entre l'Asie centrale et les marchés européens.

Pour Ankara, cette perspective est donc essentielle. Elle lui permet en effet d'articuler son ambition eurasiatique avec son rôle traditionnel de passerelle depuis l'Asie vers l'Europe. Elle donne aussi à l'OET une dimension matérielle, en l'inscrivant dans des infrastructures, des chaînes logistiques et des interdépendances économiques concrètes.

Néanmoins, les limites de cette politique économique sont évidentes. La Turquie doit composer avec ses propres fragilités que sont la dépréciation de la monnaie depuis 2018, une inflation élevée, une dépendance aux capitaux étrangers, une marge budgétaire restreinte, etc. Face à la Chine, dont les investissements en Asie centrale sont d'une ampleur sans commune mesure, Ankara ne peut rivaliser sur le seul terrain financier. Sa projection économique repose donc davantage sur la souplesse entrepreneuriale, la proximité culturelle et la fonction de transit que sur une capacité massive d'investissement.

C'est sans doute dans le domaine du *soft power* que la Turquie dispose de ses avantages les plus originaux. La parenté linguistique entre le turc d'Anatolie et les langues turciques d'Asie centrale constitue un socle de communication et de familiarité que ni la Russie ni la Chine ne peuvent revendiquer. Cette proximité nourrit un sentiment d'appartenance culturelle partagée, même si elle ne se traduit pas mécaniquement par un alignement politique.

Plusieurs institutions incarnent cette influence. L'Organisation internationale pour la culture turque (Uluslararası Türk Kültürü Teşkilatı, TÜRKSOY), qui regroupe des populations parlant une des langues turques, est parfois présentée comme « l'UNESCO du monde turc » et promeut depuis les années 1990 un patrimoine culturel commun à travers des festivals, des programmes artistiques et des travaux de recherche. L'Académie turque internationale, basée à Astana, œuvre à la standardisation linguistique et à la production d'un récit historique commun. Les projets d'harmonisation alphabétique, et plus largement les transitions du cyrillique vers le latin dans certains pays de la région, renforcent symboliquement l'idée d'un espace turcique distinct de l'héritage soviétique marqué par la langue russe.

Le domaine éducatif est tout aussi important dans la politique d'influence de la Turquie. Les bourses offertes par la Turquie permettent à de nombreux étudiants centrasiatiques de poursuivre leurs études dans les universités turques. Ainsi, depuis 1992, plus de 20 000 étudiants originaires d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan ont été boursiers en Turquie. En y ajoutant les étudiants venus hors bourse, le nombre de diplômés issus de cet espace turcique atteint environ 50 000. Cette formation crée des réseaux humains et professionnels durables qui facilitent ensuite les échanges économiques, diplomatiques et culturels. Les universités turco-kirghize Manas, à Bichkek, et turco-kazakhe Ahmet Yesevi, à Turkestan, jouent à cet égard un rôle essentiel dans la formation d'une nouvelle élite plus familière de la Turquie.

La dimension religieuse ne doit pas non plus être négligée. À l'exception de l'Azerbaïdjan chiite, le monde turcique d'Asie centrale est majoritairement sunnite de rite hanafite. La Turquie a donc encouragé ces États post-soviétiques à s'inspirer de son modèle de gestion du religieux. La Diyanet, l'institution étatique chargée des affaires religieuses, a développé des liens étroits avec plusieurs pays de la région, participant à la formation de cadres religieux et au renforcement d'une proximité confessionnelle. Toutefois, la religion reste un registre sensible : les élites politiques centrasiatiques, marquées par le sécularisme soviétique, ne souhaitent pas voir Ankara exporter un agenda islamiste trop appuyé, raison pour laquelle depuis quelques années les États d'Asie centrale forment eux-mêmes leurs cadres religieux.

Atouts et limites d'une puissance en ascension

Les forces de la Turquie en Asie centrale sont réelles. D'abord, sa légitimité culturelle et linguistique lui donne une proximité que ni la Russie ni la Chine ne possèdent. Ensuite, son profil de puissance moyenne la rend moins intimidante. Elle est suffisamment influente pour compter, mais pas assez pour apparaître comme une menace hégémonique comparable à Moscou, ou comme

une puissance économiquement absorbante comme Pékin. Enfin, le contexte géopolitique lui est favorable. La guerre en Ukraine a créé un nouvel espace de manœuvre dont Ankara a su se saisir, tandis que ses succès militaires récents dans le Karabakh, en Libye et en Syrie, ont renforcé sa crédibilité.

Pourtant, les faiblesses sont tout aussi importantes. La première tient au caractère peu contraignant de l'OET. L'organisation reste souple, fondée sur le consensus et dépourvue de véritables mécanismes supranationaux ou financiers. Elle ne constitue ni une alliance de sécurité ni un marché intégré, à l'instar de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) ou l'Union économique eurasiatique (UEEA ou EEU) qui réunissent plusieurs pays ex-soviétiques sous les auspices de la Russie. Son existence a une forte valeur symbolique, mais ses capacités de contrainte sont réduites.

La deuxième limite réside dans la force des logiques nationales. Chaque État centrasiatique poursuit une diplomatie spécifique et refuse de subordonner ses intérêts à un agenda pan-turquiste défini à Ankara. Le Kazakhstan, par exemple, participe à l'OET tout en restant engagé dans d'autres cadres comme l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ou l'Union économique eurasiatique. Cette logique d'équilibre est la norme régionale, mais ne favorise pas l'émergence d'un bloc turcique cohérent sous leadership turc.

La troisième limite est économique. La Turquie manque des capitaux nécessaires pour financer seule les grandes infrastructures dont la région a besoin (routes, ports, voies ferrées, sans parler des centrales de production électrique ou de la gestion de l'eau). Elle ne dispose pas d'une monnaie internationale forte ni de ressources comparables à celles de la Chine ou des monarchies du Golfe. Son influence économique reste donc significative mais contrainte.

Enfin, l'image du régime AKP constitue parfois un handicap. [La dérive autoritaire d'Erdoğan depuis 2016](#), la répression des opposants et le durcissement du pouvoir ont entamé l'attractivité de la Turquie comme modèle auprès de certaines élites. Et cela, même en Asie centrale, où les régimes ne sont pourtant pas plus démocratiques, les dirigeants apprécient peu la manière autoritaire dont Erdoğan cherche à obtenir la fermeture de tous les établissements gülenistes, qui y étaient nombreux. Certaines élites centrasiatiques expriment de façon anonyme leur méfiance envers un partenaire dont la politique en Asie centrale semble manquer de respect envers la souveraineté de chaque pays. Le cas de la lutte menée par Ankara contre les réseaux gülenistes à l'étranger l'a illustré : les pressions exercées sur plusieurs États pour fermer ou reprendre en main des institutions liées à Fethullah Gülen ont [parfois été mal perçues](#). Dans le système politique turc, Erdoğan et le mouvement de Fethullah Gülen avaient d'abord fait alliance dans les années 2000 parce qu'ils voulaient ensemble affaiblir l'armée et l'establishment kémaliste, les gülenistes apportant à l'AKP un réseau puissant dans la police, la justice, l'administration et les médias. La rupture est survenue quand les deux camps ont voulu contrôler l'État seuls ; elle a dégénéré en affrontement brutal – surtout après les enquêtes anticorruption de 2013 puis la tentative de coup d'État de 2016 [attribuée](#) par Ankara aux gülenistes. La politique extérieure turque s'est ensuite durcie, notamment via les demandes d'extradition, les purges à l'étranger et une diplomatie plus sécuritaire.

La contrainte des grandes puissances eurasiatiques : Russie et Chine

La Russie reste la contrainte géopolitique la plus complexe pour la politique turque en Asie centrale. Moscou et Ankara entretiennent une relation faite à la fois de concurrence et de coopération. Rivaux en Syrie, en Libye, au Karabakh ou en Ukraine, ils restent aussi liés par des intérêts économiques substantiels. En Asie centrale, la Russie conserve des leviers majeurs : cadres sécuritaires régionaux, interdépendances commerciales, poids de la langue russe, mémoire des élites formées en URSS, migrations de travail et transferts financiers.

Les États centrasiatiques savent qu'un rapprochement trop ostensible avec Ankara peut être interprété par Moscou comme un geste d'émancipation géopolitique. Cette crainte limite leurs marges. En même temps, la guerre en Ukraine a affaibli la Russie et ouvert des espaces de repositionnement. Toute l'ambiguïté vient de là : profiter du recul russe sans provoquer une réaction brutale. La Turquie elle-même joue ce jeu avec prudence, consciente qu'elle ne peut pousser trop loin son avantage sans risquer d'endommager sa propre relation avec Moscou.

De son côté, la Chine constitue une contrainte d'une autre nature. Elle n'est pas en concurrence frontale avec la Turquie sur tous les plans, mais sa présence économique en Asie centrale est écrasante. Les investissements liés aux nouvelles routes de la soie portées par Pékin ont transformé les infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunications de la région. Le [corridor transcaspien](#), qui profite aussi à la Turquie, s'inscrit d'ailleurs dans cette dynamique plus large de reconfiguration des routes commerciales eurasiatiques. Ankara tire parti du transit chinois vers l'Europe, mais cette position de passage ne lui donne pas pour autant une influence politique équivalente à celle que Pékin possède en Asie centrale où elle a une influence qui repose également sur des facteurs structurels, notamment les échanges commerciaux, les crédits, les infrastructures, la coopération sécuritaire et les cadres multilatéraux.

La question ouïghoure introduit cependant une ligne de friction. La répression chinoise au Xinjiang touche un peuple turcophone et musulman qui suscite en Turquie solidarités militantes et émotions nationales au sein de la population. Cette question complexifie la relation sino-turque : la Turquie ne peut l'ignorer totalement sans contredire sa rhétorique de solidarité turcique, mais elle ne peut pas non plus la porter trop loin sans compromettre ses intérêts économiques avec Pékin, dilemme auquel sont confrontés aussi les autres États turciques. En Asie centrale, où la Chine souffre d'un déficit d'image sur le plan culturel et religieux, la Turquie apparaît souvent plus proche des sensibilités locales. Mais ce capital symbolique ne suffit pas à compenser

l'ampleur de la puissance financière chinoise.

★

★ ★

Ainsi, la politique turque en Asie centrale révèle plutôt une puissance en construction qu'une puissance déjà consolidée. Ankara dispose d'atouts considérables : une communauté culturelle et linguistique unique, des instruments de *soft power* efficaces, une industrie de défense crédibilisée par ses performances dans divers conflits (Karabakh, Ukraine, Libye), et une conjoncture géopolitique favorable, marquée par l'affaiblissement relatif de la Russie. L'Organisation des États turques donne une forme institutionnelle à cette ambition et offre aux États membres une plateforme utile de coordination et de diversification.

Mais cette montée en puissance reste fragile. L'OET ne constitue pas un bloc intégré ; les États centrasiatiques restent attachés à leur souveraineté et à leur diplomatie multivectorielle ; la Turquie manque de moyens économiques pour transformer son influence en domination structurelle, et elle doit composer avec la présence durable de Moscou et de Pékin et l'implication d'autres puissances moyennes, voire émergentes (Inde, Arabie saoudite). En Asie centrale, Erdoğan privilégie clairement le registre turcique sur le registre islamiste, signe d'un pragmatisme adapté aux réalités locales. Cette flexibilité est une force, mais elle traduit aussi l'absence d'une grande stratégie pleinement stabilisée.

La Turquie ne doit pas être vue comme une puissance hégémonique en Asie centrale. Elle y est plutôt un acteur en ascension, un concurrent sérieux qui sait exploiter une fenêtre d'opportunité historique sans pouvoir encore convertir tous ses atouts en leadership durable. Son retour dans la région n'est ni un simple symbole ni un triomphe acquis : c'est l'affirmation progressive d'une puissance intermédiaire qui avance entre solidarité culturelle, ambition géopolitique et contraintes structurelles.

Crédit photo : [Пресс-служба Президента России/Wikicommons](#)

— — — — —

Bayram Balci

Bayram Balci ([@bayrambalci](#)) est chercheur au CNRS/CERI/Sciences Po Paris. Entre 2017 et 2022, il a dirigé l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) à Istanbul. De décembre 2012 à septembre 2014, il a été chercheur invité à la Carnegie Endowment for International Peace, à Washington D.C., tandis que de 2006 à 2010, il a dirigé l'Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC) à Tachkent. Ses recherches portent sur les relations entre islam et politique dans l'espace post-soviétique et sur la Turquie dans son environnement régional, le Caucase, l'Asie centrale et le Moyen-Orient.

Comment citer cette publication

Bayram Balci, « La Turquie en Asie centrale : comment bâtir une politique d'influence fondée sur la turcité ? », *Le Rubicon*, vol. 6, 21 octobre 2026 [<https://lerubicon.org/la-turquie-en-asie-centrale-comment-batir-une-politique-dinfluence-fondee-sur-la-turcite/>].